**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France
**Band:** 39 (1959)
**Heft:** 1

**Artikel:** La mission de l'Europe n'est pas de se cloîtrer
**Autor:** Béguin, Bernard
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-888190

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 07.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# La mission de l'Europe n'est pas de se cloîtrer

par Bernard Béguin
Rédacteur
au « Journal de Genève »

Le XXIe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. a été pour les dirigeants soviétiques l'occasion de lancer à nouveau le défi de la coexistence compétitive dans le domaine économique. L'Europe occidentale, qui n'aime pas se sentir à la remorque des États-Unis, peut-elle assumer sa part de responsabilités dans cette joute pacifique mais implacable? L'Europe est-elle encore capable de créer et de tenir ouverts ses propres débouchés?

Trop exclusivement préoccupée par la récession américaine et par la conservation de ses zones préférentielles d'Outre-mer, l'Europe occidentale a dangereusement négligé ses relations avec les pays tiers. Il y avait à cela de bonnes excuses. Une récession en Amérique devait, selon les théoriciens, entraîner au moins une dépression en Europe. Ne dit-on pas qu'un éternuement au-delà de l'Atlantique fait une pneumonie en deça? Heureusement, cela n'a pas été le cas. La récession américaine a été moins sérieuse qu'on pouvait le craindre et ses répercussions en Europe moins graves encore. Tant mieux certes, mais cela ne résout pas le problème des débouchés européens, car jamais les États-Unis ne pourront absorber dans une mesure suffisante la production de l'industrie européenne. Les résultats spectaculaires que peut remporter l'ingéniosité, le goût, ou la précision de certaines entreprises ne changent rien au fait que, fondamentalement, l'économie américaine peut produire les biens d'équipement et de consommation qui correspondent aux besoins du « way of life » américain. On sait aussi que, comme toutes les entités autarciques, l'économie américaine est prompte à la réaction protectionniste, si bien que les invitations à combler par la voie commerciale le déficit de la balance des paiements se trouvent rapidement démenties par des entraves administratives, douanières ou contingentaires.

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que certains pays européens en soient venus à concentrer leur effort sur le développement bilatéral de leurs zones préférentielles d'Outre-mer. Ces territoires offraient la possibilité d'une politique expansionniste soutenue à la fois par des considérations économiques, des traditions civilisatrices et des ambitions de prestige. Que ces ambitions fussent menacées par un nationalisme naissant ne faisait que renforcer l'idée qu'il fallait « faire quelque chose » pour maintenir, sous forme de préférences, les anciens liens impériaux. Sans les « opérations drapeau » et leur aspect émotionnel, jamais les parlements des métropoles n'auraient consenti de pareils sacrifices pour les investissements dans les territoires préférentiels d'Outre-mer. Il n'est malheureusement pas prouvé que ces investissements guidés par le prestige aient toujours répondu à une répartition rationnelle des tâches de production. En outre, il est malheureusement certain qu'en enfermant dans un système protégé les relations commerciales de ces territoires et de la métropole, sans les soumettre à la confrontation des prix mondiaux, on a rendu un mauvais service aux deux parties.

Il y a naturellement de très bonnes excuses à cette politique. Sur le plan des investissements, on peut faire valoir que l'Europe ne peut pas tout faire, et qu'il est naturel de choisir les territoires d'Outre-mer avec lesquels on a des affinités, et desquels on attend en retour quelque fidélité, donc — en théorie au moins — quelque stabilité. On peut ajouter encore dans le même sens que les pays d'Outre-mer qui sont sortis des zones préférentielles du fait de leur émancipation politique, comptent parmi les partenaires les plus difficiles de l'économie occidentale. L'émancipation leur a laissé un caractère ombrageux, soupçonneux, prompt à dénoncer des influences occultes ou malveillantes dans tout désir de stabilité exprimé par les bailleurs de fonds occidentaux. De plus l'émancipation ne les a pas dotés *ipso facto* de l'infrastructure politique, administrative, financière et matérielle qui permettrait d'en faire les partenaires d'une expansion économique réciproque.

On peut dire naturellement qu'ils n'ont que ce qu'ils ont mérité, qu'ils n'avaient qu'à rester dans l'orbite protégée de leur métropole, et qu'ils doivent bien apprendre une fois que l'indépendance se paie. Seulement, pour des raisons politiques aussi bien qu'économiques, il n'est pas possible de les laisser « cuire dans leur jus », car le défi soviétique est là pour nous rappeler à quel point ce bouillon serait toxique pour tout le monde.

L'automne dernier, le *G.A.T.T.* a publié un rapport connu depuis lors sous le nom de « Rapport Haberler ».

C'est en effet le Professeur Gottfried Haberler, de l'Université de Harvard, qui présida le Comité d'économistes composé en outre de MM. Roberto de Oliveira Campos, directeur de la Banque nationale du Brésil, James Meade, professeur à l'Université de Cambridge, et Jan Tinbergen, professeur à l'Institut de Rotterdam. De leur rapport, il convient de retenir en particulier le tableau ci-dessous, qui révèle le déséquilibre croissant du développement commercial des régions sous-développées. (Par pays « semi-industrialisés », les statistiques du G.A.T.T. comprennent : Argentine, Brésil, Mexique, Australie, Inde et Pakistan, Union sud-africaine, Finlande et Yougoslavie).

APPORTS NETS DE CAPITAUX PRIVÉS A LONG TERME DES PAYS INDUSTRIELS DANS LES PAYS NON INDUSTRIALISÉS (1)
(en millions de dollars)

| | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|
| *Total* . . . . . | *941* | *895* | *1.525* |
| Destination : | | | |
| pays exportateurs de pétrole . . . . . | 39 | 58 | 421 |
| pays semi-industrialisés . . . . . | 465 | 478 | 601 |
| autres pays non industriels . . . . . | 437 | 449 | 503 |

(1) A l'exclusion des bénéfices réinvestis.

La situation n'est pas mieux équilibrée en ce qui concerne les programmes d'aide économique. Sur un total de 2,46 milliards pendant l'année fiscale 1956-57, 9/10 étaient distribués sur une base bilatérale. Dans ce groupe, les États-Unis comptaient pour la moitié, et l'on sait que leur assistance comporte un certain choix. Le reste de l'aide bilatérale est allé dans les zones préférentielles britannique et surtout — pour un tiers — française.

VALEUR DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS F. O. B. DES RÉGIONS INDUSTRIELLES (1) (en milliards de dollars f. o. b.)

| | | 1928 | 1937-1938 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays semi-industrialisés | Exportations | 4,15 | 2,94 | 8,28 | 8,13 | 8,37 | 8,97 | 9,26 |
| | Importations | 3,36 | 2,56 | 7,52 | 8,52 | 8,92 | 9,52 | 10,77 |
| | Solde | +0,79 | +0,38 | +0,76 | —0,39 | —0,55 | —0,55 | —1,51 |
| Principaux exportateurs de pétrole | Exportations | 0,48 | 0,66 | 4,26 | 4,86 | 5,64 | 6,03 | 6,55 |
| | Importations | 0,34 | 0,46 | 2,60 | 2,82 | 3,20 | 3,50 | 4,33 |
| | Solde | +0,14 | +0,20 | +1,66 | +2,04 | +2,44 | +2,53 | +2,22 |
| Autres pays non industriels | Exportations | 5,76 | 4,20 | 13,08 | 13,30 | 14,21 | 14,72 | 15,07 |
| | Importations | 5,01 | 3,82 | 14,10 | 14,98 | 16,39 | 17,84 | 19,21 |
| | Solde | +0,75 | +0,38 | —1,02 | —1,68 | —2,18 | —3,12 | —4,14 |
| Ensemble des pays non industrialisés | Exportations | 10,39 | 7,60 | 25,62 | 26,29 | 28,22 | 29,72 | 30,88 |
| | Importations | 8,71 | 6,84 | 24,22 | 26,32 | 28,51 | 30,86 | 34,31 |
| | Solde | +1,68 | +0,96 | +1,40 | —0,03 | —0,29 | —1,14 | —3,43 |

(1) Europe orientale, U.R.S.S. et Chine continentale non comprises.

A titre de comparaison, l'ensemble des pays industriels a vu passer, dans le même temps (1928 à 1957) ses exportations de 21,35 milliards de dollars à 66,69 milliards. On dira que la proportion est à peu près la même. Mais la balance commerciale ne se règle pas en proportions. Elle se règle en chiffres absolus. En 1928, les pays industriels exportaient pour 10 milliards de plus que les pays non-industriels, et en 1957 pour 30 milliards de plus.

La distorsion est d'autant plus forte que, parmi les pays non-industriels, les producteurs de pétrole se taillent une part disproportionnée de l'accroissement des exportations. Au lieu de tripler, comme pour l'ensemble, elles se sont multipliées par 13. On sait, d'autre part, que ce sont les pays « pétroliers » qui attirent de loin la plus forte proportion de capitaux privés :

Si l'on ajoute à tout cela la baisse du prix des matières premières, dont on s'est réjoui bien à courte vue, il n'est pas étonnant que les plans de développement industriel des pays tiers soient en difficulté, et qu'à chaque occasion les porte-parole de ces pays viennent plaider devant les organisations internationales qu'ils ont la vie trop dure. On peut toujours leur dire qu'il y va en partie de leur faute. Il n'en reste pas moins que l'expansion équilibrée et continue de l'économie européenne n'est pas concevable sans une expansion correspondante des débouchés européens dans les pays tiers. C'est fort bien pour l'Europe de remettre en ordre sa maison et son jardin, mais elle ne peut pas se cloître à l'écart du reste du monde.

Bernard BÉGUIN